

COMITE DU CONTRAT DE TRANSPORT INTERNATIONAL PAR ROUTE

N O T E

DU SECRETAIRE DU COMITE

sur

La Nature du Contrat de déménagement

Une controverse existe quant à la nature du contrat conclu entre l'entrepreneur de déménagement et le propriétaire de meubles, lequel s'en va occuper une nouvelle habitation. Est-ce un contrat de transport ou est-ce un louage de services ?

Pour répondre à ces questions il faut examiner les caractéristiques propres à l'entrepreneur de déménagements. Autant que nous en puissions juger, elles sont en général les suivantes : le déplacement des meubles qui sont confiés à l'entrepreneur ne résume pas, tant s'en faut, les obligations qui lui incombent : il doit encore prendre le mobilier dans l'appartement de son client, procéder à l'emballage des objets fragiles, fournir les emballages et enveloppes nécessaires à cette opération, opérer, dans le nouveau logement, le déballage de ces mêmes objets et le démontage de certains meubles meublants, effectuer la mise en place de tout ce mobilier. On peut dire que de telles obligations, qui constituent le fond même et la trame essentielle de l'opération, excèdent notablement le contenu du contrat de transport.

Il nous semble qu'à première vue, la nature du contrat de déménagement doit dépendre de son objet. Si l'opération principale est, dans l'esprit des contractants, l'enlèvement, le démontage, l'emballage, la remise en place, le déplacement n'est que l'accessoire d'un louage de services. Est-ce au contraire le déplacement, les modalités relatives à l'emballage et au déballage n'étant qu'accessoires ? En ce cas, les principes relatifs aux contrats de transport doivent s'appliquer.

De quelle manière la doctrine et la jurisprudence jugent-elles le problème dans les différents pays ?

La doctrine française est très hésitante sur la nature de ce contrat. Certains auteurs ne veulent pas y voir un contrat de transport (JOSSERAND, Les Transports, n° 286). La jurisprudence française refuse à l'entrepreneur le droit de rétention (Paris, 12 mars 1896, D., 97. II. 296) et le privilège du transporteur (Reg., 20 juin 1922, S., 1923. I. 345); elle n'applique pas la fin de non-recevoir de l'art. 105 du Code de Commerce (Paris, 19 mars 1934, Gaz. Pal., 30 mai), mais paraît admettre la prescription d'un an (Civ., 13 mai 1946, D., 1947, (motifs)); contra : Seine Comm., 27 décembre 1937, Gaz. Pal., 18 février 1938). Elle ne paraît pas s'être prononcée sur la validité des clauses de non-responsabilité. D'après RIPERT (Droit Commercial, 1948, page 891) ces décisions ne s'expliquent que par le désir de protéger le client du déménageur et par la nature des objets transportés, car, juridiquement, il ne voit pas comment ce contrat ne serait pas analysé comme un transport.

Aussi la doctrine belge est-elle très hésitante sur cette matière. Selon STEVENS (Novelles, Droit commercial, tome I, 1931) on fait ressortir que l'entreprise de déménagements ne rentre pas dans le contrat de transport, mais dans le louage de services. Certains n'admettent cette solution que pour l'entrepreneur qui effectue le transport par chemin de fer; s'il l'effectue par ses propres voitures, il y aurait contrat de transport (J.P. Anvers, 10 décembre 1910, Jur. Port Anvers, p. 310). La distinction présente notamment un intérêt en ce qui concerne le privilège que le déménageur peut invoquer sur les meubles transportés, s'il est considéré comme transporteur (v. Comm. Bruxelles, 8 mai 1909, Jur. Comm. Bruxelles, 1909, 277).

En Italie, selon la doctrine (VIVANTE, Droit Comm., Vol. IV. 1926. n° 2042; NAVARRINI, Dr. Comm., Vol. III. 1920. n° 919; ASQUINI, Code Comm. Comment., Vol. Transp. p. 70) et la jurisprudence (1) antérieure au Nouveau Code Civil, les contrats de déménagement (contratti di sgombero) étaient considérés comme des contrats de transport.

Il semble pourtant, d'après VIVANTE surtout (op.cit.) que dans le contrat de déménagement, les parties seraient plus libres encore que dans le contrat de transport di cose proprement dit en

Cass. Turin, 4 décembre 1899, (Giur. Ital., 1900. I. 473) :
"Colui che si assume l'obbligo di trasportare il mobilio da un punto all'altro della stessa città deve ritenersi vettore a norma del codice di commercio e non locatore d'opera ai sensi del Codice Civile." (Celui qui assume l'obligation de transporter un mobilier d'un point à un autre de la même ville, doit être considéré comme transporteur (vettore) aux termes du Code de commerce et non loueur d'ouvrage aux termes du droit civil).

ce qu'elles peuvent plus facilement déroger à certaines règles de ce contrat, -étant donné que ces normes n'ont généralement pas un caractère essentiel - comme, par exemple, de dispenser le mittente de l'obligation de délivrer une lettre de voiture. D'autre part, on pourra dénier au transporteur le droit de rétention que lui confère généralement le Code de Commerce dans les contrats de transport de cose proprement dits.

Dans le Commentaire du nouveau Code civil (D'AMELIO et FINZI, vol. II. 1947, p. 428), ASQUINI fait ressortir que les règles du receptum (In materia di trasporto di cose : "se (il vettore) non prova che la perdita o l'avaria sono derivata da caso fortuito"), caractéristiques du contrat de transport de marchandises ne s'appliquent pas à :

- " quei contratti sui generis in cui la prestazione del trasporto è accessoria rispetto ad altre prestazioni (come potrebbe essere, per esempio, nel contratto di sgombero)." (1)

En Angleterre il semble qu'un transporteur de meubles soit considéré comme voiturier privé (private carrier) répondant comme un dépositaire de choses confiées (bailor) (V. Watkins v. Cotterell, (1916) 1 K.B. 10, et Electric Supply Stores v. Gaywood, (1909), 100 L.T. 855). Le voiturier privé n'a pas le droit de rétention qui revient au voiturier public (common carrier) (V. Electric Supply Stores v. Gaywood, (1909), 100 L.T. 855).

En Allemagne, un contrat de déménagement est considéré comme un contrat de transport, mais des stipulations spéciales existent depuis 1936 pour les transports de meubles. (V. Annexe A).

... ne s'appliquent pas à :
"ce genre de contrat sui generis où la prestation du transport est accessoire par rapport à d'autres prestations (comme ce pourrait être le cas, par exemple, dans le contrat de déménagement)."

A N N E X E "A"

Beförderungsbedingungen für den Möbelfernverkehr
und für den Möbeltransport mit geschlossenen Möbelwagen
im Orts- und Nahverkehr

I. Haftung

A. des Auftragnehmers

§ 1. Der Auftragnehmer hat seine Verpflichtungen mit der verkehrsüblichen Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmanns auszuführen. Er haftet, wenn ihm ein Verschulden trifft, für alle Schäden oder Verluste, die von ihm oder seinen Beauftragten den Sachen des Auftraggebers zugefügt sind.

Der Auftragnehmer hat den Schaden unter Ausschluss der Haftung für etwaige Wertminderung in Natur zu beseitigen, jedoch steht es ihm in jedem Falle frei, die Entschädigung in Geld zu leisten. Die Entschädigung ist im Höchstfalle auf den Betrag der Transportkosten abzüglich Frachten und Kosten für Nebenleistungen begrenzt.

§ 2. Die Haftung für Geld, Kostbarkeiten, echte Teppiche und Kunstgegenstände tritt nur ein bei Übergabe durch den Auftraggeber unter vorheriger schriftlicher Angabe des wirklichen Wertes und besonderem Hinweise auf die Beschaffenheit, sowie bei ausdrücklicher schriftlicher Annahme der Haftung in angegebener Höhe durch den Auftragnehmer oder seinen Bevollmächtigten.

Kostbarkeiten sind Gegenstände, deren 1 kg den Wert von 150 Reichsmark übersteigt.

§ 3. Die Haftung ist ausgeschlossen:

- a) Für den Inhalt von Behältern aller Art, deren Ein- und Auspacken im Vertrage nicht übernommen wurde.
- b) Für den Inhalt von auf Veranlassung des Auftraggebers beladen stehenden Möbelwagen, sofern nichts Besonderes vereinbart ist.
- c) Bei Schäden durch Rost, Schimmel, Leckage, Verderb durch Schädlingsfrass, Schrammen, Druckstellen, Leimlösungen, durch gefüllte Gefässe oder gestrichene, nicht genügend getrocknete Stücke, durch Zerfallen von Holzgefässen, durch zu grosse Belas-

tung der Möbel oder ihren mangelhaften Zustand, durch Witterungseinflüsse, insbesondere Nässeschäden, sowie Schäden beim Umladen und Tragen auf weitere Entfernungen.

- d) Für Bruch oder Beschädigung an Marmorplatten, Glas, Porzellan, Spiegeln, Glühkörpern, Stuckrahmen, Beleuchtungskörpern, Lampenschirmen, Öfen und mechanischen Werken, Radioapparaten und anderen Apparaten nebst Zubehör. Eine besondere Versicherung gegen Schäden an Marmor, Glas, Porzellan usw. kann genommen werden.
- e) Für Beschädigung der Wände, Fenster und Gegenstände auf Fluren und Treppen, sowie der zu transportierenden Güter, wenn deren **Grösse** und Schwere die Raumverhältnisse nicht entsprechen.
- f) Bei Stellung von Hilfskräften und Gespannen durch den Auftraggeber für die von diesen ausgeführten Leistungen.
- g) Für Verzögerungen, Schäden und Verluste, die durch nicht rechtzeitige ~~Gestellung~~ der Transportmittel (Eisenbahn, Schiffe) hervorgerufen sind oder die sich aus unverschuldeten Verkehrszwischenfällen ergeben (z. B. Autopannen, Wegeverhältnisse).
- h) Für richtige Schätzung des Transportumfanges, auch wenn vorher eine Besichtigung stattgefunden hat, soweit nicht vorsätzliche oder grob fahrlässige Unterschätzung vorliegt.
- i) Für Einhaltung **festgesetzter Termine bei verspätetem Eingang** amtlicher Urkunden, sowie für Auskünfte über Zollbehandlung, Ausführbestimmungen oder sonstige gesetzliche Vorschriften.
- k) **In** den Fällen c—e kann sich der Auftragnehmer auf den Haftungsausschluss nicht berufen, wenn ihm ein Verschulden nachgewiesen wird, das den eingetretenen Schaden oder Verlust verursacht hat (§ 1 Abs. 1).

§ 4. Die Haftung erlischt:

- a) Wenn nicht unverzüglich nach Ablieferung des Transportes der Verlust oder der Schaden unter Hinzuziehung des abliefernden Spediteurs festgestellt und dem Auftragnehmer durch Brief mitgeteilt wird.
Bei Versendung im Eisenbahnwaggon oder als Beiladung oder als Stückgut mit der Übergabe an die Eisenbahn, sofern nicht **ein** nachgewiesenes Verschulden des Auftragnehmers vorliegt.
- b) Bei verzögerter Abnahme des Transportes. Der Auftraggeber haftet dem Auftragnehmer für alle Kosten, die sich aus der Verzögerung ergeben.
- c) Bei Bahnsperre, Krieg, Mobilmachung, behinderter Schifffahrt, elementaren Ereignissen, behördlichen Massnahmen, für alle aus diesen Ereignissen entstehenden Schäden und Verzögerungen.
- d) Bei Verladung feuergefährlicher, **ätzender** oder explosibler Gegenstände, Ölen und **Fetten** die vom Transport ausgeschlossen sind.

§ 5. Für Verluste und Schäden, die während des Transportes auf der Eisenbahn entstehen, haftet der Auftragnehmer in gleicher Weise und in gleichem Umfange wie die Eisenbahn, mit der Massgabe, dass für den Fall der Haftungsablehnung durch die Eisenbahn auch die Haftung des Auftragnehmers erloschen ist. Bei Transporten zu Schiff geschieht die Übernahme und Beförderung auf Grund der Bestimmungen der am Transport beteiligten Schiffahrtsgesellschaften. Der Auftragnehmer erfüllt seine Verpflichtungen durch Abtretung seines Anspruches gegen die Eisenbahn oder die Schiffahrtsgesellschaften.

Eine eigene Haftung des Auftragnehmers tritt ein, wenn ihm ein Verschulden nachgewiesen wird, das den eingetretenen Schaden oder Verlust verursacht hat (§ 1 Abs. 1).

B. des Auftraggebers

§ 6. Der Auftraggeber haftet:

- a) Für Verlust und Beschädigung der Transportmittel, Zubehörteile und Packmittel, soweit diese durch von ihm gestellte Hilfskräfte oder Gespanne verursacht werden.
- b) Für den leeren Wagen einschliesslich Material des Auftragnehmers im Falle des Selbstverladens oder Selbstabladens des Transportgutes. Die Behandlung, Verladung oder Auslieferung des leeren Wagens hat nur auf Anweisung des Auftragnehmers zu erfolgen.
- c) Für die Folgen fehlerhafter Angaben über Gewicht, Inhalt und Charakter des Transportgutes. Eine Verpflichtung zur Nachprüfung besteht für den Auftragnehmer nicht. Mangels ausdrücklicher schriftlicher Anweisung übernimmt und deklariert der Auftragnehmer auf Gefahr des Auftraggebers den Transport als Umzugsgut im Sinne des deutschen Eisenbahngütertarifs.
- d) Für den Schaden, der durch den Transport der in § 4 d) bezeichneten Gegenstände entsteht.
- e) Für die durch im § 4 c) bezeichneten Ereignisse entstehenden Unkosten bei einem in der Ausführung befindlichen Transport.
- f) Für alle Unkosten, die infolge einer nicht durch Verschulden des Auftragnehmers entstandenen Transportverzögerung erwachsen.

II. Transportversicherung

§ 7. a) Zur Versicherung des Gutes ist der Auftragnehmer nur verpflichtet, soweit ein ausdrücklicher schriftlicher Auftrag dazu unter Angabe des Versicherungswertes und der zu deckenden Gefahren vorliegt.

- b) Die Transportversicherung erstreckt sich nur auf Transportmittelunfall, Feuergefahr, Diebstahl, Unfälle durch höhere Gewalt und Möbelbruch, nicht dagegen auf Kriegsrisiko und Plünderung.
- c) Gegen Bruch von Glas, Porzellan usw. kann eine besondere Versicherung genommen werden, dergl. gegen Aufruhr und Plünderung.
- d) Im Schadensfalle erfüllt der Auftragnehmer seine Verpflichtung durch Abtretung seines Anspruches gegen die Versicherungsgesellschaft. Vorsichert der Auftraggeber selbst, so ist jeder Schadensersatzanspruch aus den durch diese Versicherung gedeckten Gefahren gegen den Auftragnehmer ausgeschlossen, geht also nicht auf den Versicherer über.

III. Preisberechnung

§ 8. Der Kostenberechnung sind auch bei Bahntransporten die z. Zt. der Ausführung des Umzuges geltenden Tarifsätze der Reichsverkehrsgruppe Spedition und Lagerei Fachgruppe Möbeltransport zugrunde zu legen.

§ 9. Wenn sich vom Zeitpunkt des überreichten Angebotes bis zur Ausführung des Frachtvertrages die Tarifsätze der Reichsverkehrsgruppe Spedition und Lagerei Fachgruppe Möbeltransport, der Eisenbahn oder der Schifffahrtsgesellschaften erhöhen, so erhöhen sich entsprechend die vereinbarten Transportkosten.

§ 10. Besonders zu zahlen sind:

- a) Der Transport von Flügelinstrumenten, Einbauklavieren und Goldschränken.
- b) Alle berechtigten Mehraufwendungen bzw. Mehrleistungen im Interesse des Umzuges, auch ohne besonderen Auftrag. Die Art der Ausführung hierfür steht lediglich in der Wahl des Auftragnehmers.
- c) Installations-, Dekorations- und Tischlerarbeiten.
- d) Vorspann oder Mehraufwendungen durch Witterungsverhältnisse oder ungepflasterte Wege oder, falls in gesperrten oder aufgerissenen Strassen der Wagen nicht vor das Haus gefahren werden kann, desgleichen für das Warten der Wagen und Leute, das der Auftragnehmer nicht verschuldet hat, ferner angemessene Zuschläge für Transporte, bei denen das Fahren oder das Tragen der Güter auf weiten oder ungewöhnlichen Wegen stattfindet,

soweit nicht bei der Preisvereinbarung eine ausdrückliche Berücksichtigung dieser Umstände stattgefunden hat, sowie Mehrkosten, die durch Umwege entstehen, falls die direkten Wege gesperrt oder nicht benutzbar sind.

- e) Amtliche Gebühren und Zollspesen sowie evtl. Urkundensteuer.

IV. Pflichten des Auftraggebers

§ 11. Die Entladung der Möbelwagen hat sofort nach dem Eintreffen am Bestimmungsorte zu erfolgen. Andernfalls kann der Auftragnehmer Ersatz aller aus der verzögerten Abnahme entstehenden Unkosten und Schäden verlangen und auf Kosten des Auftraggebers das Gut entladen und einlagern.

§ 12. Der Rechnungsbetrag ist zu zahlen:

- a) bei Inlandstransporten vor beendeter Ausladung,
b) bei Auslandstransporten vor Beginn der Beladung.

Der Auftragnehmer ist berechtigt, einen Vorschuss zu verlangen.

Der Auftragnehmer ist verpflichtet, dem Auftraggeber vor Durchführung des Umzuges schriftlich mitzuteilen, in welcher Weise der Rechnungsbetrag unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen zu begleichen ist.

Gegenüber Ansprüchen des Auftragnehmers ist eine Aufrechnung oder Zurückbehaltung nur mit fälligen Gegenansprüchen des Auftraggebers zulässig, die der Höhe nach feststehen und dem Grunde nach unbestritten sind.

§ 13. Beschaffung aller erforderlichen Urkunden bei Auslands-transporten ist Sache des Auftraggebers. Eine Besorgung durch den Auftragnehmer geschieht ohne Gewähr.

§ 14. Zur Abholung der dem Auftraggeber überlassenen Packgefäße muss dieser schriftlich auffordern.

V. Mündliche Abreden

§ 15. Mündliche Nebenabreden sind beiderseits unverbindlich.

VI. Gerichtsstand

§ 16. Für Rechtsstreitigkeiten aus diesem Verträge, auch bei Auslandstransporten, ist das Amtsgericht oder Landgericht des Auftragnehmers als ausschliesslicher örtlicher Gerichtsstand zuständig.